

[Note de positionnement]

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'EAU 2026

RECOMMANDATIONS SUR LES THÉMATIQUES PRIORITAIRES ET LE PROCESSUS DE LA CONFÉRENCE

A L'ATTENTION DE LA FRANCE

Février 2025

I CONTEXTE ET ENJEUX

1. CONTEXTE

La Conférence des Nations Unies sur l'Eau 2026 marque une nouvelle étape cruciale pour renforcer la gouvernance mondiale de l'eau et accélérer la mise en œuvre de l'Objectif de Développement Durable (ODD) 6 et des engagements pris en 2023. Elle s'inscrit dans un contexte d'aggravation de la crise de l'eau et de l'assainissement, accentuée par la diminution des financements publics internationaux et l'impact croissant du changement climatique.

Dans cette perspective, l'ensemble du processus préparatoire (dont la réunion préparatoire de haut niveau à Dakar en décembre 2025) est une occasion stratégique de structurer des objectifs ambitieux pour la Conférence, d'assurer un suivi des engagements pris en 2023 et de renforcer les dynamiques multi acteurs, notamment en garantissant une participation effective de la société civile.

La Coalition Eau a identifié les priorités et les recommandations suivantes qui devraient être portées par la France lors du processus préparatoire et lors de la Conférence en elle-même.

2. FACTEURS DE SUCCÈS POUR LA CONFÉRENCE 2026

- Assurer la reconnaissance politique et institutionnelle de la crise mondiale de l'eau et de l'assainissement, ainsi que l'adoption de mesures à la hauteur des enjeux
- Favoriser une mobilisation politique de haut niveau de la part des Etats membres des Nations Unies et renforcer la coopération internationale et diplomatique sur l'eau
- Renforcer les mécanismes de gouvernance, de redevabilité et de suivi des engagements pris lors de réunions antérieures
- Mobiliser des financements durables et ciblés pour le secteur de l'eau, dans un contexte de baisse globale de l'aide publique au développement (APD) et des financements humanitaires, et plus récemment dans un contexte de suspension des financements américains
- Garantir une participation active des organisations de la société civile et des ONG (comme explicitement prévu par la résolution sur les modalités d'organisation de la Conférence) en amont, à la Conférence et en aval
- Positionner la France comme un acteur clé de l'agenda international de l'eau, permettant de réaffirmer le leadership de l'Etat français à l'issue du One Water Summit, en lien avec l'Union Européenne.

II RECOMMANDATIONS SUR LES THÉMATIQUES PRIORITAIRES

Pour la Coalition Eau, les thématiques suivantes doivent être soutenues par la France et constituer des priorités pour la Conférence, qu'il s'agisse des thèmes des dialogues interactifs, des déclarations des représentants politiques et des engagements pris, ou de l'agenda des discussions plus largement :

1. CRISES HUMANITAIRES LIÉES À L'EAU, À L'ASSAINISSEMENT ET À L'HYGIÈNE

- a. Accroître les financements pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) en contexte de fragilité, de crise et de conflits, alors que les financements d'aide d'urgence connaissent une forte baisse, améliorer la flexibilité et mettre en œuvre des partenariats multi-annuels pour que ces financements atteignent les populations les plus vulnérables le plus rapidement et efficacement possible (en lien avec les engagements pris dans la Stratégie humanitaire de la République française 2023-2027).
- b. S'assurer que les contextes d'urgence humanitaire, de conflits et de fragilités soient une priorité des dialogues interactifs et des séances plénières de la Conférence.

2. DROITS HUMAINS À L'EAU POTABLE ET À L'ASSAINISSEMENT

- a. Réaffirmer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement comme des droits humains fondamentaux et encourager les Etats à les inscrire pleinement dans leur droit interne (y compris dans la législation française)
- b. S'assurer que les enjeux d'hygiène et d'assainissement sont pris en considération au même titre que l'eau dans l'agenda de la Conférence et les engagements
- c. S'engager à lutter contre les inégalités, par la garantie d'un accès à des services d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène pour toutes les personnes vivant en situation précaire et par l'adoption de mesures garantissant un accès abordable aux services d'eau et d'assainissement
- d. S'assurer que les engagements pris à la Conférence s'inscrivent dans une approche basée sur les droits humains

3. ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- a. Positionner l'eau comme une priorité absolue dans les mécanismes de financement de l'adaptation au changement climatique
- b. Intégrer des solutions fondées sur la nature pour renforcer la résilience hydrique des territoires, en valorisant les savoirs-faire locaux
- c. Promouvoir l'augmentation (quantitative et qualitative) des financements d'adaptation au changement climatique pour une gestion durable et équitable de la ressource en eau et pour l'approvisionnement en eau potable
- d. Intégrer les résultats des COP Climat dans la Conférence de 2026 et inversement, promouvoir la Conférence des Nations Unies sur l'eau dans les COP et espaces de la CCNUCC

4. COOPÉRATION INTERNATIONALE ET FINANCEMENT POUR L'EAU

- a. Assurer un financement international renforcé dans un contexte de baisse globale de l'APD
- b. Flécher prioritairement les financements de solidarité internationale vers les pays fragiles ou en contexte de crise, et pour l'ensemble des pays, vers la lutte contre les inégalités en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement
- c. Encourager une coopération Sud-Sud et Nord-Sud et promouvoir une approche régionale pour une gestion transfrontalière efficace de l'eau
- d. Renforcer la transparence sur les engagements des Etats à travers des mécanismes de suivi des financements, avec des indicateurs transparents et une meilleure traçabilité des fonds
- e. Promouvoir un cadre de financement structuré au sein de la Conférence pour garantir un soutien aux acteurs de terrain

5. GOUVERNANCE INCLUSIVE ET APPROCHE PAR LES COMMUNS

- a. Reconnaître l'importance d'une approche fondée sur les communs pour garantir une gouvernance locale efficace des ressources en eau

- b. Renforcer l'implication des communautés locales, des femmes, des jeunes et des populations autochtones dans la gestion de l'eau
- c. Favoriser des mécanismes de participation citoyenne et de co-décision au niveau local

III RECOMMANDATIONS SUR LE PROCESSUS DE LA CONFÉRENCE

La Coalition Eau porte les recommandations suivantes à l'attention de la France, afin qu'elle contribue au succès du processus préparatoire et au succès de la Conférence en elle-même :

1. PLAIDER POUR PÉRENNISER ET POURSUIVRE LES AVANCÉES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE MONDIALE DE L'EAU

- a. Contribuer à apporter des moyens dédiés à l'Envoyée Spéciale des Nations Unies pour l'eau, afin qu'elle puisse remplir efficacement son mandat (conformément à l'engagement de la France à ce sujet lors de la Conférence de 2023), et plaider pour un soutien de la part d'autres Etats partenaires
- b. Soutenir l'adoption d'une résolution onusienne dans les mois suivant la Conférence, pour ancrer dans un texte les résultats et engagements pris lors de la Conférence
- c. Demander une conférence intergouvernementale régulière après 2028, avec des négociations internationales menant à des accords contraignants

2. CONTRIBUER À LA MISE EN PLACE D'UN CADRE DE REDEVABILITÉ ET DE SUIVI

- d. Participer à la création d'un mécanisme de suivi des engagements (issus du Water Action Agenda ou des déclarations officielles) de la Conférence de 2023 à la Conférence de 2026, et celle de 2028
- a. Plaider pour l'instauration des indicateurs de progrès clairs pour mesurer l'impact des engagements pris

3. ENCOURAGER LES CO-PRÉSIDENTS ET UN-DESA À STRUCTURER UN DIALOGUE CONTINU AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

- a. Plaider en faveur d'un espace structuré de dialogue et d'échange avec la société civile et les mouvements de jeunes, avant et après la Conférence de 2026
- b. Soutenir l'organisation de consultations régulières avec les ONG, y compris en appuyant la mise en place d'un groupe consultatif auprès de l'Envoyée spéciale
- c. Plaider pour une mobilisation logistique facilitée pour la société civile à la Conférence (accréditations, visa, financements...) et y contribuer financièrement
- d. Favoriser l'ouverture des espaces de la Conférence aux interventions des ONG/OSC et des mouvements de jeunes (séance plénière, dialogues interactifs)

4. DÉMONTRER UN ENGAGEMENT DIPLOMATIQUE FORT DE LA FRANCE POUR LA CONFÉRENCE

- a. Renforcer son positionnement sur l'agenda international de l'eau suite à l'organisation réussie du One Water Summit
- b. Se positionner pour la co-présidence d'un dialogue interactif à la Conférence 2026 et/ou soutenir un positionnement de l'Union Européenne
- c. Garantir une représentation politique de haut niveau à la Conférence et inviter d'autres Etats membres à faire de même
- d. Préparer des prises de position, des annonces et des engagements ambitieux en collaboration avec la société civile, et mobiliser l'Union Européenne en ce sens également.

IV CONCLUSION

La Conférence des Nations Unies sur l'Eau de 2026 constitue une opportunité unique pour renforcer la gouvernance mondiale de l'eau et accélérer la mise en œuvre de solutions concrètes face aux crises de l'eau et de l'assainissement. La France, forte de son implication croissante sur ces enjeux, a un rôle clé à jouer, tant en matière de leadership diplomatique que d'engagement financier et politique.

Assurons-nous ensemble que la Conférence de 2026 soit une véritable étape décisive pour une gouvernance mondiale efficace et inclusive de cet élément vital.

La Coalition Eau regroupe les principales ONG françaises engagées pour les droits humains à l'eau et à l'assainissement et pour l'eau bien commun.

Sont membres de la Coalition Eau : ACAD · Action contre la Faim · Better With Water · Bleu Versant · BlueEnergy · CRID · 4D · Dédale · Dynam'eau · EAST · Eau Sans Frontières International · Experts Solidaires · GRDR · GRET · Guinée 44 · Hamap Humanitaire · Human Dignity · Hydraulique Sans Frontières · Initiative Développement · Kynarou · Le Partenariat · Morija · Première Urgence Internationale · Secours Catholique – Caritas France · Secours Islamique France · SEVES · Sillages · Solidarité Eau Europe · Solidarités International · WECF · Wikiwater

www.coalition-eau.org / [contact\[at\]coalition-eau.org](mailto:contact@coalition-eau.org)